

Crise et après-crise : un regard chrétien sur l'économie



Source [pierredehauzun.com] Retrouvez une note initiée par l'Académie catholique de France sur les effets économiques et sociaux de la pandémie.

La présente Note est la première d'une série que l'Académie catholique de France a initiée concernant les principaux domaines de réalités et de savoirs affectés par la Pandémie : socio-économique, géopolitique, historico-théologique et spirituel et scientifico-médical.

Chacune d'elles résulte d'une réflexion collégiale menée par les membres de notre Corps académique, spécialistes des questions ici traitées. Elles auront été successivement diffusées entre le 25 mai et le 10 juin 2020.

Leur intérêt, outre l'écart méthodologique qu'elles établissent vis-à-vis des flux informatifs aussi divers que contradictoires sur des problèmes complexes et sensibles, tient à ce que l'analyse des effets à laquelle elles procèdent, articule de manière raisonnée les registres du descriptif et du prospectif. Nous voulons espérer que comme telles, elles fourniront autant d'éléments contributifs au devoir d'éclairage sur une trajectoire de bouleversements et d'interpellations fondamentales.

Que leurs signataires reçoivent ici l'expression de notre gratitude pour leur engagement dans l'écriture qualifiée des chapitres de nos réflexions collectives.

Paris, le 25 mai 2020 Père doyen Philippe CAPELLE-DUMONT Président de l'Académie catholique France

Prologue

Crise d'abord sanitaire, et douloureuse pour des millions de personnes, la crise que nous subissons est tout autant économique, et c'est sur ce plan une crise exceptionnelle, comparable à la seule crise de 1929 - qui a eu des effets désastreux. Il importe donc de bien réagir. Nous faisons face à un triple danger : le danger émotionnel, conduisant à de mauvaises décisions politiques, hâtives et mal considérées. Le danger d'actions décidées localement, mais mal articulées entre elles. Et le danger d'agir au mauvais rythme, soit trop vite soit trop lentement. Pourtant nous devons agir, et énergiquement, étant donné la gravité de la situation.

La pensée chrétienne a dégagé des repères pour l'action qui s'avèrent précieux ici. Le premier, dont nous mesurons plus que jamais la centralité, est le bien commun. Le bien de chacun n'existe pas sans le bien de tous. Quoi de plus pertinent, pour rappeler ce principe, que la solidarité physique que crée l'épidémie, couplée avec l'évidente interdépendance de tous sur cette planète, dans ce terrible jeu que nous subissons ? Et comment sortir au mieux de cette épreuve, sinon par le souci de tous tourné vers le bien de tous donc de chacun ? Un deuxième ensemble de principes, immédiatement parlants dans ce que nous vivons, est le couple solidarité et subsidiarité. Solidarité bien sûr : nous sommes à l'évidence dans le même bateau et nous

nous sortirons ensemble de cette épreuve. Subsidiarité aussi, à savoir le recours maximal à l'initiative et à la créativité de chacun et des groupes intermédiaires, car les grands appareils centralisés nous ont été terriblement déficients. Ce à quoi nous pouvons ajouter le rappel du principe de participation, car l'effort immense fourni par tant d'hommes et de femmes implique reconnaissance de leur contribution essentielle à l'effort commun. Le tout dans le respect de ces autres valeurs également mises en exergue par la pensée chrétienne : vérité, liberté, et justice - toutes trois bien malmenées dans cette épreuve.

Encore faut-il ne pas perdre de vue les autres grands problèmes antérieurement existant de notre humanité : environnement, dette et déséquilibres financiers, injustices, et migrations. Car loin d'être relativisés par cette crise, ils sont exacerbés par elle. Là aussi, en un sens, tout est lié. Encore faut-il faire surtout un diagnostic juste de ce qui s'est passé, sans projeter sur les événements, qui ont surpris la plupart des participants, des idées préconçues quelles qu'elles soient.

Le débat est ouvert, mais les faits suivants nous paraissent avérés.

La question centrale de l'Etat et de la dépense publique

Une crise externe à la sphère économique et financière

Le fait premier est que la crise actuelle n'a rien à voir directement ni avec la finance, ni avec la spéculation, ni avec l'économie de marché en général. Ce n'est pas 2008. Cela ne dédouane pas ces réalités de leurs défauts et limites, mais nous sommes devant le cas d'une crise économique majeure qui n'est pas d'origine économique ou financière. Bien sûr, elle a mis en évidence les fragilités de cette économie, notamment sur le plan financier avec l'endettement généralisé. Elle a montré aussi les limites de la mondialisation commerciale et industrielle, avec son culte des flux tendus et des délocalisations et ses concentrations de production en Chine, qui nous ont laissés terriblement démunis. Cela nous permet de prendre conscience (si cela n'a pas été le cas auparavant) du fait qu'un phénomène comme la mondialisation, qui a eu des bienfaits considérables, tant pour les consommateurs des pays avancés que pour les producteurs des pays en développement, peut aussi être source de terribles vulnérabilités. Une première leçon en découle, qui est le besoin de ne pas se fier à des slogans abstraits ou des idéologies toutes faites. Une seconde leçon est que l'économie doit être réencastrée dans le contexte des communautés qui en vivent, ceci incluant la responsabilité politique des dirigeants pour la protection de leurs peuples, pour le Bien commun.

Une défaillance majeure des politiques publiques, dans leur priorités et modes de gestion plus que dans les moyens déployés

Un thème fréquemment évoqué a été celui des restrictions opérées dans de nombreux pays dans les politiques publiques en matière de santé. Ce thème peut avoir son sens ici ou là, mais ce n'est pas le plus pertinent en l'espèce : les restrictions budgétaires ont pu évidemment conduire à une moindre capacité à soigner, ce qui est en soi très important ; mais la taille des budgets santé n'est en aucune façon corrélée avec les résultats obtenus dans la lutte contre ce fléau. Le point central n'est donc en général pas d'abord de dépenser plus, mais d'une part de mieux dépenser, et d'autre part de réagir vite et courageusement. La France par exemple a un nombre de morts par habitants parmi les plus élevés, et a subi un gel dramatique de son économie. Pourtant les dépenses françaises de santé sont bien plus élevées que celles de la Corée, pour un résultat bien plus médiocre : 11.2% du PIB contre 8%, sans parler de Taiwan. Et ce n'est pas un problème de taille du secteur privé. Tant à Taiwan qu'en Corée, autour de 90% des hôpitaux et des « cliniques » (centres de premier accueil des patients) dépendent du secteur privé. Les dépenses publiques de santé représentaient 4,8% du PIB en Corée en 2018 et 9,3% en France. De même, l'Allemagne voisine dépense autant que nous en proportion, avec un système nettement plus privatisé, beaucoup plus de lits d'hôpital, plus de tests, et de bien meilleurs résultats. Paradoxe enfin des pays comme le Portugal et la Grèce, qui ont subi des politiques de rigueur sévères, qui ont affecté douloureusement leur offre de soin, mais qui se tirent bien mieux de la crise sanitaire que la France. Preuve que la qualité de la décision a plus importé en l'espèce que la masse des budgets : cela ne justifie évidemment pas toutes les coupes, mais cela souligne l'importance décisive de la décision.

Dans le cas de la France, parler d'un démantèlement du service public est donc quantitativement erroné. Si les dépenses publiques de santé en France ont légèrement baissé en 2018 (9,3%) par rapport à 2016 (9,5%),

elles sont toujours plus élevées qu'il y a vingt ans (7,6% en 1998). Surtout, quel que soit le gouvernement, nous souffrons de la manière française de réduire les dépenses mécaniquement, qui est la méthode budgétaire, alors qu'il faudrait tailler durement certaines dépenses, et en augmenter d'autres. On réduit trop souvent là où c'est plus facile, c'est-à-dire là où il y a le moins de protestations, et non selon les vraies priorités, parce qu'on est trop souvent incapable d'investir sur l'avenir, parce qu'on comprend la précaution comme le blocage de ce qui est nouveau, et non comme la prise de précaution pour l'avenir. A cela se sont ajoutées des attitudes d'autoritarisme bureaucratique, liées en partie au manque de subsidiarité, conduisant par exemple à nier contre toute évidence l'utilité des masques et des tests. Outre l'erreur ainsi commise, et l'absence de mobilisation que cela a induit pour leur production, l'impact sur la confiance a été dévastateur.

Rappelons de façon plus générale que la France a parmi les pays développés le record des dépenses publiques dans le PIB, 56% environ. Nous dépensons donc beaucoup, mais à l'évidence mal. En cela nous sommes à l'opposé du principe de subsidiarité. Au-delà des options politiques des uns ou des autres, il convient donc de s'interroger sur le mode de décision collectif. La tradition centralisée et bureaucratique qui nous caractérise n'est pas le seul mode de fonctionnement possible pour un service public, encore moins pour la mise en œuvre du bien commun. Ajoutons que sur le plan global le souci d'un contrôle des déficits publics et donc de la dette publique est une bonne précaution. C'est précisément quand on évite d'être endetté par temps calme qu'on a une plus grande capacité de lever de l'argent au moment d'une crise. Il faut de la rigueur en temps normal, et des mesures d'exception quand la situation l'exige. Les fourmis germaniques partent donc bien mieux que les cigales latines, ou anglo-saxonnes.

Retour de l'Etat ?

On a salué dans cette crise le retour de l'Etat, et à raison. C'est une différence majeure par rapport à 2008, où les banques centrales étaient en première ligne. Ce qui a une conséquence bénéfique, qui est de rappeler l'importance du rôle des Etats : la DSE leur reconnaît la responsabilité ultime du bien commun, et en cas de crise cela implique une intervention forte et déterminée de leur part. Mais ne perdons pas de vue la motivation profonde : le bien commun. Il ne justifierait en rien une extension massive du rôle de l'Etat, au détriment du principe également fondamental de la subsidiarité, c'est-à-dire de l'autonomie et de la liberté responsable de la personne et des formes d'action collective proches d'elle, celles de corps intermédiaires. Car ce dont on aurait eu besoin, c'est d'un Etat plus fort et plus ambitieux, certes, mais aussi bien plus concentré sur ses missions fondamentales, faisant plus confiance aux citoyens et aux corps intermédiaires, et moins bureaucratique. La question de la décentralisation, permettant de prendre les décisions, même publiques, à un niveau plus proche de la réalité, est sous-jacente.

Un risque serait dès lors ici qu'on ait une pression encore plus forte en faveur de la dépense publique, alors même que nos Etats sont très endettés, et le seront plus encore après l'effort exceptionnel et justifié de soutien de l'économie pendant la crise. Et donc que les tendances déjà malsaines à l'œuvre depuis des décennies se trouvent aggravées. Un autre risque corrélé serait la tentation des ateliers nationaux, des emplois créés sur fonds publics, pourtant rarement efficaces ; au contraire, la décentralisation des centres de décision d'une économie ouverte sur l'initiative privée ou associative favorise ses capacités d'adaptation. De même la tentation des nationalisations : justifiées à l'occasion par l'urgence ou les spécificités de l'activité, elles sont rarement convaincantes sur la durée, sauf à nouveau cas spécifiques. La vulnérabilité de nos économies est réelle, mais n'est pas spécifique au secteur privé. Ce que cela prouve est donc le besoin d'une action publique (politique de prévention et de précaution) plus que d'un secteur public (même s'il peut avoir un rôle évidemment majeur) ; subsidiarité à nouveau.

Autonomie et interdépendance

Une autre leçon de la crise, souvent relevée elle aussi, est la remise en cause des excès de la mondialisation de la production et du commerce. L'idée générale est claire pour l'opinion ; mais la réalisation demande une réflexion à la fois énergique et responsable. D'une part en effet, il n'est pas acceptable que des pays avancés de la stature du nôtre se trouvent aussi caricaturalement dépendants de la production à l'étranger de produits décisifs dans une crise comme celle-ci (a fortiori quand il s'agit de pays totalitaires, qui peuvent se servir de cette dépendance à des fins politiques ou diplomatiques) : sans parler de productions aussi banales que les masques ou les composants des tests, nous nous trouvons dépourvus de nombreux produits pharmaceutiques que seuls certains autres produisent, notamment la Chine. On incrimine ici le jeu spontané d'une économie ouverte qui favorise les productions partagées, et les flux tendus ; et sur ce plan on a raison. Mais la faute est

au moins autant celle des responsables publics, qui ont adopté sans regard critique une version idyllique de la réalité des rapports internationaux. Or ils sont responsables de leur peuple, du bien commun de leur peuple. Les opérateurs économiques comme ceux des marchés n'ont pas moralement le droit de se désintéresser de ce bien commun ; mais la responsabilité ultime c'est le pouvoir politique qui l'a ; et il a défailli, depuis longtemps.

En même temps aussi, il convient d'être conscient que si on peut et doit réduire notre vulnérabilité et rapatrier des lignes de production essentielles, ou se munir de la capacité à les recréer très vite, il est exclu de faire disparaître toute dépendance. Une certaine richesse de la nation est nécessaire pour qu'elle puisse défendre ses intérêts stratégiques et sa souveraineté, dans un monde de confrontations ; mais ce n'est pas par un repli protectionniste qu'on a de chance d'atteindre le niveau de richesse requis. Là aussi, nous sommes tous liés : nous avons besoin de matières premières que nous n'avons pas, et nous ne pouvons produire tous les composants, chimiques, mécaniques ou électroniques, ni d'ailleurs tout inventer tout le temps. Nous avons donc besoin d'une action publique énergique, ordonnée à la notion d'activité stratégique : à savoir sécuriser autant que possible toutes les activités indispensables à la vie collective, notamment en temps de crise, et disposer d'une capacité à réagir vite et fort ; mais sans cultiver le phantasme de l'autarcie ou de l'invulnérabilité. De la même manière, une action résolue pour s'assurer d'une réduction majeure de nos éléments de vulnérabilité ne doit pas réduire notre effort de coopération externe, européenne ou internationale, tout au contraire.

Dettes et monnaie : les dilemmes

On l'a dit, pour une fois la crise ne provient pas de la sphère financière ni même de l'économie au sens large. Mais notre économie se caractérise par un degré exceptionnellement élevé d'endettement, bien supérieur à ce qu'il était en 2008. C'est la dette qui transforme une crise sur un marché en crise systémique, car elle crée un effet domino par dépendance des acteurs les uns des autres.

Or, sans mesure correctrice et même avec elles, l'économie non-financière ne peut que souffrir énormément des mesures de confinement et du recul de l'activité, et cela se traduira dans la sphère financière. La perte de production devrait être telle que le PNB annuel recule de façon massive, sans précédent depuis 1929. De ce fait, les gouvernements ont pris et continueront à prendre des mesures correctrices considérables pour soutenir l'activité, pour aider les entreprises à traverser la période, et pour permettre la poursuite du crédit bancaire. Tout cela aidera les entreprises concernées, même si la souffrance restera considérable, et par là leurs créanciers, rendant un peu moins probable une crise financière. Il ne nous incombe pas ici de porter un jugement sur ces mesures, ou sur l'ampleur exacte du risque de crise, mais de souligner le risque majeur que nos sociétés prennent avec leur niveau d'endettement. Car ce faisant l'Etat s'endettera encore plus, et massivement. On peut discuter les modalités, l'urgence est là. Mais il est utile en effet de réfléchir parallèlement aux questions de fond, sur la durée. Que faire de cette dette ?

En réalité la question est celle même des déficits publics, presque permanents en France depuis 45 ans, comme dans bien des pays. Acceptables s'ils finançaient des investissements générant une capacité de remboursement, ils ne sont pas éthiques s'ils financent des dépenses courantes (sauf éventuellement à titre temporaire et réversible). De telles dépenses doivent être soit réduites soit financées par l'impôt. Qu'elles soient renvoyées sur les générations suivantes est un grave signe de dégénérescence du processus politique, par manque de solidarité des uns et d'irresponsabilité des autres - ici aussi, la pensée chrétienne nous rappelle l'importance de la prise en compte des générations à venir. Le système financier a contribué paradoxalement à cette dérive, en fournissant à l'Etat, depuis les réformes de 1983, un financement régulier, massif et peu coûteux, mais qui devient très dangereux en cas de crise, comme l'exemple de la Grèce nous l'a rappelé. Nous retrouvons ici la question que posait la dépense de santé, qui est dans une large mesure la question de la bonne dépense. En définitive, en régime de croisière, le bien commun demande que l'Etat gère de façon responsable les ressources qu'il se procure par l'impôt et les emplois au mieux, d'une manière que les citoyens comprennent et approuvent, sans s'endetter.

Il est ensuite erroné de croire qu'on puisse financer durablement des déficits publics par appel à la création monétaire. Cela peut s'imposer dans l'urgence, mais l'exemple des deux guerres mondiales montre que le risque est que cela devienne violemment inflationniste ; or tout le monde souffre gravement de l'inflation, notamment les plus faibles. Le financement des déficits publics par la banque centrale, ou la distribution de

monnaie dans le public, n'est pas une solution en régime permanent : soit cela se substitue à l'action des établissements financiers, qui quoi qu'on prétende ont largement financé l'économie - voire trop si on en juge par l'endettement général ; et on débouche non seulement sur une économie largement étatisée, mais sur une création de monnaie dont la contrepartie réelle est aléatoire. Soit il s'y ajoute, et la création de monnaie sera manifestement excessive. Les maîtres chrétiens, notamment à l'époque scolastique, vitupéraient énergiquement les princes qui adultéraient les monnaies, car ils reconnaissaient dans la stabilité et la fiabilité de la monnaie une composante essentielle du bien commun, en tant que pilier de la confiance mutuelle. La monnaie n'est pas un outil dont on joue, c'est une référence commune qui ne doit pas être remise en cause. On peut certes débattre des avantages et inconvénients possibles d'une inflation faible et contrôlée, encore que le principe en soit inquiétant, mais les méfaits d'une inflation forte sont indubitables.

Il reste cependant qu'en l'occurrence nous ne sommes pas en régime de croisière. A nouveau, l'ampleur des dépenses publiques déployées, et leur financement par l'emprunt, ne sont pas en soi critiquables. La question qui se posera sera celle de leur poids ultérieur, d'autant qu'elles s'ajoutent à une dette accumulée considérable. Le stock de dette ainsi accumulé pose un problème considérable. Or contrairement à ce que certains pensent, cette dette est réelle, juridiquement exigible. Ces créances sur l'Etat ne sont pas principalement détenues par les banques, comme on le croit ici ou là, mais par des institutions d'épargne, outre les étrangers. Les répudier serait un désastre financier et ruinerait beaucoup de gens.

D'où la tentation de monétiser les créances existantes, notamment celles déjà détenues par la banque centrale (la BCE). Mais celle-ci ne détenait qu'environ 20% de la dette de l'Etat français avant la crise actuelle, sans doute une peu plus ensuite. Leur annulation ne créerait pas d'effet massif sur les marchés puisque ces créances sont déjà achetées. Mais on enverrait un signal très inquiétant, pour une fraction limitée de la dette : le niveau de dette resterait historiquement élevé. Si on voulait vraiment réduire celle-ci, il faudrait une opération beaucoup plus vaste. Il faudrait ensuite non pas annuler les dettes, ce qui mettrait la banque centrale en perte et terrifierait l'opinion, mais les transformer en créances perpétuelles. Cela poserait de très gros problèmes juridiques et politiques ; car le financement des Etats par les banques centrales est exclu par les traités européens. En outre, politiquement, il est très improbable que les pays de l'Europe du Nord, Pays Bas et Allemagne en tête, y consentiraient, d'autant que leur endettement est bien plus faible. Et le risque inflationniste deviendrait considérable, voire de fuite devant la monnaie. Cela ne se ferait donc qu'en dernière extrémité, avec des risques collectifs très importants, car à nouveau la fiabilité de la monnaie est un des piliers de la vie commune.

Quoi qu'il en soit, ensuite, en régime de croisière, on n'échapperait pas à l'assainissement des déficits publics, et donc à une réforme en profondeur de la dépense publique. Mais celle-ci suppose comme préalable un large accord dans la population. Ce qui nous rappelle qu'au-delà des questions d'argent, la crise aura frappé la société bien au-delà des seuls déficits publics.

Restaurer ou rebâtir le tissu économique et social

Le tissu social et économique

Un autre effet immédiat de la crise sera évidemment la remontée du chômage, et l'affaiblissement relatif de nos entreprises. Nous n'avons pas su réduire le chômage en France autant que dans d'autres pays, mais la remontée qui s'annonce va considérablement aggraver la situation. Outre la solidarité avec tous ceux qui se voient tomber au bord de la route, il faudra ici encore un effort puissant, avec une participation publique, pour revitaliser notre appareil productif, notamment industriel, en lien avec le point précédent. Cela relève non seulement de notre intérêt bien compris, mais d'un principe de solidarité. Cela se combine avec d'autres considérations, certaines issues de la crise comme la question des activités stratégiques déjà évoquées ; d'autres qui lui sont antérieures, comme celle de l'écologie sous ses différents aspects, ou le besoin de réguler et orienter la finance au service de l'économie réelle.

Mais il est plus sourdement un autre effet, moins relevé, de cette crise qui portera sur le tissu de la société. C'est l'action destructrice que, malgré les mesures correctives qui ont été prises, la crise aura sur le tissu des entreprises indépendantes et des commerces. Rappelons-nous : une des causes du mouvement des gilets jaunes était l'appauvrissement du tissu relationnel local, notamment des commerces en centre-ville ou village. Or ils vont être frappés de plein fouet - hors l'alimentaire et quelques autres. Le grand gagnant, c'est

la distribution à distance, les commandes par Internet. Elles ont leur place bien sûr. Mais en un certain sens aussi, elles sont le triomphe de l'individualisme et de la désagrégation du lien social. Paradoxalement, une crise, qui est l'occasion d'une poussée de solidarité, sera ici aussi une occasion d'un repli sur soi encore plus marqué. Lutter contre cela suppose certes un effort de solidarité, mais aussi une réduction de l'emprise étatique et bureaucratique, qui est souvent étouffante.

La crise a en outre mis en évidence de grandes vulnérabilités économiques, une dépendance risquée à l'égard de la chaîne de production, avec apparition de nouveaux problèmes à chaque instant. Outre la révision en profondeur des critères de sécurité économique, cela implique sans doute un plus grand souci de la solidarité géographique et territoriale, rejoignant les préoccupations précédentes et celles écologiques pour produire et consommer localement.

Enfin et sans doute surtout, la crise nous a rappelé l'importance littéralement vitale de certains métiers jugés parfois de haut ou en tout cas insuffisamment bien traités en regard de leur importance réelle dans la chaîne des dépendances et des solidarités. Cela inclut à la fois la reconnaissance morale et sociale, et une rémunération adéquate. Un cas emblématique est celui des infirmières, nettement moins bien payées qu'en Allemagne, alors que les dépenses de santé sont comparables et les résultats meilleurs chez eux. Dans un autre ordre d'idée, la crise a rappelé, il en était besoin, l'importance du rôle de la famille en général, des parents auprès de leurs enfants en particulier ; quant à la conciliation vie familiale-vie professionnelle, elle a montré toutes ses limites...

Les périphéries

A côté de ces acteurs indispensables de la vie commune, il convient de ne pas négliger la solidarité avec les périphéries du système, au sens large de ce terme, chères au pape François. Cela vise naturellement les pauvres et les exclus, d'autant que le confinement les touche particulièrement. Mais cela vise aussi les pays plus pauvres, bien moins à même de lutter contre le fléau et gravement affectés par la réduction mondiale de l'activité économique.

Mais il est un autre groupe qui se range de plus en plus dans cette catégorie de périphérie, c'est celui des personnes âgées. Ce n'est pas toujours ou principalement, à nouveau, en termes de moyens matériels affectés ou disponibles que la question se pose, mais certainement en termes de souci humain. On avait assisté à la montée en puissance de la revendication sinistre en faveur de l'euthanasie ; on a constaté pendant la crise le nombre extraordinairement élevé des morts dans les EHPAD, donc de personnes qui n'ont pas eu accès à l'hôpital ; sans parler de la disparition des visites et de la rupture du lien familial, y compris au moment de la mort. Là aussi, le besoin de solidarité devrait se faire sentir de façon plus intense qu'auparavant, et il dépend plus des priorités personnelles ou collectives que des sommes à y affecter. Dans ce contexte on se saurait trop insister sur le rôle décisif de la famille et des solidarités familiales, qu'on a pu encore mesurer dans cette crise car ce fut pour la plupart d'entre nous le lieu dans lequel l'épreuve a pu être vécue et partagée. Le débat public actuel ne met pas en évidence une prise de conscience accrue de ce facteur majeur pour la vie réelle de nos contemporains : rappelons que dans les estimations les plus modérées, le travail familial (non rémunéré) représenterait plus du tiers du PIB.

Changer de modèle ?

On l'a noté, la crise n'a pas fait disparaître les problématiques antérieurement présentes, à commencer par l'écologie. Elle a même accentué certaines préoccupations, ainsi le désir de produire et consommer localement, tant en termes de solidarité, de sécurité, que de moindre impact environnemental. Comme on l'a noté aussi, elle a mis en évidence le double besoin de solidarité et de subsidiarité, donc de plus grande initiative, de moindre pression bureaucratique, mais dans le sens d'une action plus orientée vers le souci de la chose commune, du bien commun, y compris au sein de l'entreprise. Elle a aussi mis en évidence la nécessité de considérations moins obnubilées par la seule dimension matérielle et a fortiori par l'argent. Bien des signes indiquent que la croissance, mesurée mécaniquement, va se trouver au moins partiellement remise en cause, ne serait-ce que par le passage du réel au virtuel, l'extension du télétravail et des réunions familiales (de familles dispersées) sur écrans ; car on roulera moins, on volera moins, on usera moins de matériel, on consommera moins d'énergie, etc. Plus qu'une décroissance à technologie constante, les mutations en cours ne seront pas nécessairement un recul, mais une avancée vers un monde nouveau, plus écologique, sans pour autant reprendre les thèmes le plus simplificateurs de l'écologie politique. De telles

réflexions retrouvent les orientations de base de la Doctrine sociale, concernées par l'être plus que par l'avoir, dans la ligne dessinée par Laudato Si.

Mais ces soucis majeurs ne seront féconds que s'ils tiennent compte de trois faits essentiels. L'un, déjà relevé à plusieurs reprises, que le besoin premier n'est pas d'une augmentation brute de la dépense collective, mais d'une réorientation des priorités et des méthodes, donc dans une large mesure de la culture collective, qui ne peut s'effectuer par des décisions autoritaires et incomprises. Un deuxième, lié au précédent, est que le changement ne sera réel et fécond que s'il s'accompagne d'une transformation intérieure. Le pape François parle ici d'une conversion écologique, ce qui dans son discours va bien plus loin que ce qu'on entend par là habituellement, mais inclut l'ensemble de notre rapport au monde, à l'homme et à la société. Un troisième enfin, qui est qu'on ne saurait s'illusionner sur la possibilité de sortir de la crise exclusivement par une recentrage local de la production, ou ce qu'on appelle l'économie verte, aussi désirables soient-elles par ailleurs : ce qui fait vivre nos compatriotes dans la réalité est une économie complexe, évoluée, diversifiée, nécessairement ouverte.

En définitive donc, si l'effort de renouvellement de la pensée et de l'action doit être considérable, il ne faut pas se bercer de l'illusion que l'homme va sortir radicalement transformé de cette crise, encore moins qu'une recette magique sera disponible ou que les contraintes disparaîtront, que ce soit par le mirage d'une économie verte qui sortirait de la crise, ou par celui d'un effort public massif dont on a vu les erreurs conceptuelles. La modification du regard qui nous est demandée suppose un effort patient et lucide, attaché aux réalités autant qu'aux idéaux, et plus exigeante avec soi-même qu'avec les autres.

Conclusion

En conclusion, cette crise peut être le point de départ de deux évolutions opposées. L'une consisterait à continuer comme avant, sur une trajectoire risquée et déséquilibrée, mais dans un contexte aggravé, avec tout ce que cela entraîne sur la durée de risques croissants financiers, sociaux, et donc politiques. L'autre serait un effort personnel et collectif, débouchant sur ce dernier plan sur une forme de sursaut associant Etat et forces vives, résolument solidaire et subsidiaire, mais impliquant des choix énergiques, et donc des priorités. En particulier, il faut en quelque sorte définir un nouveau pacte entre la société et l'Etat : définissant ses actions prioritaires sur le long terme (et donc en écologie aussi), mais sans planche à billet ; protégeant ses secteurs clefs et remisant une certaine idéologie ou pratique mondialiste naïve, mais sans fermeture ni repli ; libérant l'initiative, mais cultivant le dévouement à la chose publique et au bien commun. La pensée chrétienne en matière économique et sociale, exprimée dans la Doctrine sociale de l'Eglise, peut contribuer puissamment à orienter cet effort dans un sens plus proche des réalités humaines profondes.

Ce dernier point est essentiel. Notre appartenance à une société est une forme de contrat moral pour le meilleur et pour le pire. Elle suppose de notre part un dévouement à la chose commune, source de confiance mutuelle ; ce qui en outre est plus efficace, car cela facilite les décisions énergiques et rapides. Il est donc urgent de cultiver ce dévouement au bien commun. Qu'il ne faut pas confondre avec le culte de l'Etat, malgré l'importance de son rôle ; mais qui dépend de chacun de nous, là où nous sommes, et de notre capacité d'initiative au service de ce bien commun.

Note rédigée sous ma direction, avec Jacques BICHOT Robert LEBLANC Jean-Didier LECAILLON Jean-Yves NAUDET